

gieuses et des disparitions de personnes, et il a participé à la rédaction de résolutions sur divers pays, dont le Guatemala et le Salvador. Le Canada a en outre pour politique d'interdire les exportations de marchandises et de techniques militaires ou stratégiques aux pays qui constituent une menace militaire pour lui, aux pays qui sont en guerre ou sur le point de l'être, aux pays vers lesquels certaines résolutions des Nations-Unies interdisent d'exporter des armes, et aux régimes qui rejettent radicalement les valeurs reconnues par le Canada. À cet égard, voici ce qu'a déclaré le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Clark : "Le gouvernement canadien s'oppose à l'intervention de tiers en Amérique centrale . . . le Canada désapprouve les livraisons d'armes, par quelque pays que ce soit, aux parties belligérantes d'Amérique centrale." (Lettre du 14 juin 1985.)

Depuis qu'il a accordé un appui important aux réfugiés chiliens en 1973 et dans les années qui ont suivi, le gouvernement canadien a mené une politique d'accueil active à l'endroit des populations d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Bien que l'obtention d'un visa ait posé un problème dans le cas des visiteurs guatémaltèques, de nombreux réfugiés salvadoriens et guatémaltèques sont arrivés au Canada. De plus, fort de l'expérience acquise au Chili et en Argentine, le gouvernement a mis sur pied un programme spécial à l'intention des détenus politiques du Salvador.

La politique canadienne à l'égard de l'Amérique latine a, au cours, des 10 ou 15 dernières années, subi l'influence de groupes actifs informés et particulièrement intéressés par l'évolution de la conjoncture dans la région. Mentionnons le monde des affaires (Association canadienne pour l'Amérique latine et les Antilles, fondé en 1969), les syndicats (intérêt croissant manifesté par le Congrès du travail du Canada), diverses fédérations ouvrières, des églises (Comité inter-églises des droits de la personne en Amérique latine; Conférence des évêques catholiques du Canada, entre autres), des associations universitaires (Association canadienne pour les études latino-américaines et antillaises, fondée en 1969), et de nombreuses organisations non gouvernementales oeuvrant pour le développement international (Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, *Cansave*, *Care Canada*, *Horizons for Friendship*, *Inter-Pares*, *Oxfam Canada*, etc.). En 1982-1983, environ 50 organismes canadiens menaient plus de 800 projets en Amérique latine. Des immigrants d'origine hispanique viennent par ailleurs de fonder un organisme qui s'appelle Congrès hispanique du Canada.